

j'ai rencontrés à ces occasions m'ont paru plus convaincus que jamais de la possibilité d'apporter de véritables solutions à ces problèmes avant la fin du siècle.

Ceux-ci doivent obtenir la même priorité aux Nations Unies. La pauvreté menace la sécurité, elle compromet l'égalité, elle tue l'espoir.

On estime aujourd'hui qu'au moins un milliard de personnes vivent dans un extrême dénuement, des hommes, des femmes et des enfants qui ont faim, qui sont souvent malades, qui sont illettrés et qui meurent jeunes.

Les gouvernements et les grandes organisations internationales doivent remettre l'accent sur la lutte contre la pauvreté. Nous avons une obligation de justice sociale envers les plus pauvres de notre monde; nous devons aussi faire en sorte que la croissance économique ne porte pas atteinte à notre environnement.

À Toronto, les dirigeants des grandes nations industrialisées ont renouvelé leur engagement d'oeuvrer en faveur d'une croissance économique continue, dans l'intérêt aussi bien des pays industrialisés que des pays en développement.

Nous nous employons aussi à décloisonner le système commercial international pour le rendre plus accessible et plus profitable à toutes les nations. Il sera renforcé au niveau bilatéral, comme il l'est avec l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, le plus grand traité commercial de l'histoire entre deux pays. Il peut aussi être renforcé sur le plan régional, comme il l'a été au sein de l'ASEAN et comme il le sera graduellement en Europe d'ici 1992. Et il doit être renforcé par le truchement du GATT et de pourparlers multilatéraux comme les négociations commerciales de la Ronde Uruguay. Il est essentiel de faire progresser ces négociations lors de l'examen à mi-parcours qui doit avoir lieu à Montréal en décembre sous les auspices du GATT.

Il est aussi essentiel d'accroître l'aide au développement, surtout celle destinée aux pays les plus pauvres. Le Canada vient de terminer une revue de sa politique d'aide publique au développement. Nous avons remanié nos priorités de manière à reconnaître aux femmes un rôle particulier dans le développement, à améliorer qualitativement et quantitativement l'aide que nous accordons, et à la concentrer sur les populations les plus démunies dans les pays les plus pauvres.

C'est pourquoi le Canada a décidé d'annuler